



# Justice Mondiale

Hiver 2010

## Les travailleurs municipaux d'Afrique du Sud recrutent



Rhonda Spence, agente responsable de la solidarité internationale, avec des membres du syndicat SAMWU

Par Rhonda Spence  
**LE SYNDICAT** des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) – notre syndicat affilié dans ce pays – continue de faire des gains grâce à sa campagne de recrutement. En partenariat avec le SCFP, le SAMWU a entrepris de syndiquer des travailleurs marginaux, surtout des femmes, au service d'entrepreneurs privés qui devraient faire partie du secteur public.

Non seulement le syndicat a-t-il commencé à recruter un plus grand nombre de membres, mais le projet a aussi permis aux militants de parfaire leurs compétences et de former la prochaine génération de leaders syndicaux. Par exemple, dans la province du Cap-Oriental, 1200 nouveaux membres ont

joint les rangs du SAMWU, certains grâce au rapatriement à l'interne de services et d'autres parce que le syndicat a négocié un statut à temps plein pour de nombreux travailleurs considérés comme des « bénévoles » et ne touchant que de maigres allocations.

Dans le cadre de leur campagne de recrutement, les militants du SAMWU ont été confrontés à des enjeux plus vastes qui touchent au cœur de la vie de la majorité des citoyens. L'un des plus grands défis du pays est de réussir à offrir de bons services publics comme l'assainissement, l'eau et l'électricité. Les membres du SAMWU sont aux premières lignes pour exiger des services publics de qualité. Il s'agit d'un dossier politiquement très  
Suite à la page 2

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à [www.scfp.ca/globaljustice](http://www.scfp.ca/globaljustice). Faites parvenir vos suggestions à [rspence@cupe.ca](mailto:rspence@cupe.ca)

**SCFP**

# Conférence de la Confédération syndicale internationale sur les femmes et le travail

Par Maureen Morrison

**LA TOUTE PREMIÈRE** conférence des femmes de la Confédération syndicale internationale (CSI) a eu lieu du 10 au 21 octobre à Bruxelles, en Belgique. Plus de 450 déléguées de 100 pays ont pris part à la conférence, dont le thème était « Un travail décent, une vie décente pour les femmes ».

L'un des défis les plus importants dans la lutte pour un travail décent est le nombre croissant de personnes, surtout des femmes, qui font partie de l'économie « informelle », caractérisée par des emplois à temps partiel, temporaires et occasionnels qui n'offrent que peu ou pas de protection comme la syndicalisation ou des normes du travail. Un groupe de discussion sur les travailleuses domestiques syndiquées a brillamment illustré la réalité quotidienne de ces femmes.

Dans un autre groupe de discussion, de jeunes travailleuses ont décrit avec éloquence les répercussions qu'a eu sur elles la crise financière et expliqué qu'elles sont plus susceptibles de ne trouver que du travail précaire dans une économie informelle.

Une séance spéciale sur les changements climatiques a eu lieu avec la conférencière invitée Buyelwa Patience Sonjica, ministre de l'Eau et des Affaires environnementales



d'Afrique du Sud. La ministre a souligné que les femmes et les enfants sont directement touchés par les changements climatiques, par exemple en ce qui a trait à l'accès à l'eau, mais que les femmes sont souvent exclues du débat.

Voici quelques-unes des recommandations adoptées à l'atelier :

- Que les syndicats élaborent un plan d'action pour la syndicalisation des travailleuses, y compris les travailleuses domestiques

et d'autres qui font partie de l'économie informelle;

- Que les syndicats abordent les questions liées à l'égalité de genre, comme l'écart salarial, les régimes de retraite, la sécurité d'emploi, la conciliation travail-famille, les congés de maternité et parentaux, le harcèlement et la violence, et qu'ils élaborent des méthodes de contrôle des progrès;
- Que les syndicats veillent à ce que les femmes soient incluses dans les programmes qui portent sur l'environnement;
- Que les syndicats continuent à faire campagne pour des services publics de qualité, dont la santé, l'éducation, les transports et l'eau;
- Que les syndicats s'efforcent d'atteindre l'égalité hommes-femmes dans leurs programmes, politiques, structures et activités et mettent au point des moyens de mesurer les progrès réalisés.

Les documents d'information et de ressources produits pour la conférence seront très précieux pour aider le SCFP à élaborer sa campagne sur l'égalité des femmes intitulée « Des salaires de subsistance ». Pour en savoir plus, consultez : <http://www.ituc-csi.org/1ere-conference-mondiale-des,4823.html>

## SAMWU recrute

Suite de la page 1  
chargé dans lequel le SAMWU fait toujours preuve d'un leadership solide.

Cette année, le Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique

du Sud offrira un important atelier d'acquisition de compétences. Comprendre les finances et les budgets municipaux, parfaire ses compétences en recherche et apprendre à parler aux médias sont parmi les principaux sujets qui y seront abordés. C'est en misant

sur les réussites et en surmontant les obstacles, en éduquant les militants et en formant des coalitions communautaires que le syndicat assurera la croissance de son effectif et améliorera les services offerts à la population.

## « Défendre les droits de la personne aux Philippines : échange de solidarité »



Visite d'une école représentée par l'Alliance of Concerned Teachers (ACT). L'armée effectue des campagnes de « sensibilisation » conseillant aux enseignants et aux élèves de rester à l'écart des organismes et des syndicats tels que l'ACT.

Par Kelti Cameron

**GRÂCE AU FONDS** pour la justice mondiale du SCFP, le projet « Défendre les droits de la personne aux Philippines : échange de solidarité » a permis d'envoyer une délégation de dix personnes aux Philippines, du 2 au 17 janvier 2010. Des membres des sections locales 2079, 3393 et 4600 du SCFP et de leur partenaire communautaire du Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines (OCHRP) ont été reçus par l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) et la Confédération for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (COURAGE), deux syndicats du pays.

Le but du séjour, dernière partie d'un projet en deux phases, était l'édification de relations de solidarité entre les travailleurs du Canada et des Philippines. Au cours de la première phase, en mai 2009 (voir le bulletin de nouvelles de Justice mondiale du printemps 2009 [http://cupe.ca/global-](http://cupe.ca/global-justice/)

[justice/Global-Justice-2009](http://cupe.ca/global-justice/)), le SCFP et ses partenaires communautaires ont accueilli deux membres du mouvement syndical philippin, les présidents nationaux d'ACT et de COURAGE.

Dans le cadre de la deuxième phase, en janvier 2010, la délégation canadienne s'est rendue aux Philippines pour y rencontrer des travailleurs et des agriculteurs, des étudiants et des enseignants, des militants syndicaux, des défenseurs des droits de la personne et des membres de groupes communautaires qui luttent tous contre la privatisation, la répression politique et les assassinats aux Philippines.

Nous avons rencontré des travailleurs aux piquets de grève, dans des écoles publiques, dans des plantations de sucre, dans des collectivités urbaines pauvres, dans des bureaux du gouvernement et dans des zones franches industrielles (ZFI). Certains avaient été mis à pied dans la foulée de la crise économique, d'autres avaient subi de la violence à leurs

piquets de grève et la plupart avaient été harcelés à cause de leur engagement syndical et avaient même été victimes de violence physique. Nous avons aussi rencontré des membres des familles de leaders syndicaux qui ont été victimes de meurtres.

Les travailleurs qui luttent pour les droits fondamentaux et syndicaux et pour de meilleures conditions de travail aux Philippines ne sont pas en sécurité. Quant aux communautés qui s'opposent à la privatisation de l'eau ou aux évictions, elles sont victimes de harcèlement et de violence. Plus de 1 000 militants syndicaux et défenseurs des droits de la personne ont été assassinés depuis 2001. Le courage et la détermination de nos partenaires d'ACT et de COURAGE qui poursuivent leurs efforts de syndicalisation dans de telles conditions sont un exemple pour nous tous et nous espérons pouvoir continuer longtemps à appuyer leur travail.

# Le SCFP à Copenhague



Panneau d'affichage avec un message d'espoir au centre de Copenhague

Par Matthew Firth

**LA QUINZIÈME** conférence des parties (COP 15) – la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de décembre 2009 a attiré à Copenhague des gens de tous les coins de la planète. En effet, 192 pays ont participé aux négociations officielles sur les changements climatiques et 46 000 délégués accrédités de tous les secteurs y étaient inscrits.

Le SCFP était représenté par une délégation diversifiée, dont Claude Généreux, secrétaire-trésorier national, Robert Coelho (section locale 3904 du SCFP) et Carolyn Unsworth (SEH), militants et membres du Comité national sur l'environnement, Charles Fleury et Nathalie Stringer (représentant les membres de Air Transat), membres du Conseil exécutif national, Pam Beattie et Matthew Firth, membres du personnel du SCFP national. Tous ont apporté leur expérience et leurs connaissances à cet immense événement.

La délégation du SCFP s'inscrivait dans une délégation plus large du mouvement syndical canadien, elle-même partie d'un solide contingent international formé de 400 syndicalistes

de douzaines de pays guidés par la Confédération syndicale internationale.

À la COP 15, nos représentants ont suivi la performance du Canada à la table de négociation, rencontré des élus de différentes instances afin qu'ils fassent pression sur le gouvernement fédéral pour la signature d'un accord contraignant ambitieux et équitable à Copenhague, et fait du réseautage avec les militants syndicaux et non gouvernementaux de tous les secteurs de la société civile.

Le Danemark étant le pays hôte, la LO (la confédération syndicale danoise) a reçu les délégués au Pavillon du monde du travail du 14 au 16 décembre. C'était l'une des nombreuses activités qui se déroulaient en même temps que la COP 15. Les délégués du SCFP ont participé à divers ateliers, notamment sur le système mixte de chauffage et d'électricité de Copenhague qui a radicalement réduit l'utilisation d'énergie dans la capitale danoise, en plus d'assister à un exposé présenté par un syndicaliste uruguayen sur la résistance à la privatisation de l'eau. Beaucoup d'ateliers portaient aussi sur l'immense potentiel de création d'emplois qui résulterait

d'une économie fonctionnant dans une plus grande stabilité climatique.

Le Sommet populaire sur le climat (Klimaforum 09), une autre conférence parallèle, s'est avéré une source inestimable d'information. L'un des faits saillants de la conférence a été un exposé présenté par George Monbiot, journaliste britannique de renom et militant contre les changements climatiques.

Les membres du SCFP Unsworth et Coelho ont aussi visité le zoo de Copenhague où des travailleurs leur ont expliqué diverses initiatives écologiques mises en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au travail.

Malgré le faible résultat officiel de la COP 15 qui ne guidera pas la planète vers la stabilité climatique, l'expérience a été gratifiante pour les délégués du SCFP. L'interaction avec une importante délégation syndicale internationale et la participation à de stimulantes discussions sur le climat nourriront le travail en environnement du SCFP pour des années à venir. Pour en savoir plus sur la COP 15, consultez : <http://scfp.ca/changements-climatiques/la-conference-cop-15-de-copenhague-sur>